

Brochure n° 3049

Convention collective nationale
IDCC : 1557. – COMMERCE DES ARTICLES DE SPORT
ET ÉQUIPEMENTS DE LOISIRS

AVENANT DU 6 NOVEMBRE 2017
RELATIF AU CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE
ET À SA DÉNOMINATION
NOR : *ASET1850169M*
IDCC : 1557

Entre :
DICA ;
Union Sport & Cycle,
D'une part, et
CSFV CFTC ;
UNSA FCS,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 1^{er} de la convention collective, intitulé « champ d'application », devient :

« La présente convention, conclue conformément à l'article L. 2261-19 du code du travail, règle, pour l'ensemble du territoire national et y compris les départements d'outre-mer, ainsi que pour les salariés détachés hors du territoire national, les rapports entre les salariés et les employeurs, de toute entreprise ou de chacun de ses établissements dont l'activité principale est :

- le commerce d'articles et d'équipements de sports et de loisirs, sous toutes ses formes ;
- la réparation ou la location d'articles et d'équipements de sports et de loisirs, sous toutes leurs formes ;
- la conception et la fabrication d'articles et d'équipements de sports et de loisirs, pour les activités non couvertes par ailleurs.

Par articles et équipements de sport et de loisirs sont entendus tous produits, neufs ou d'occasion, destinés initialement à la pratique sportive et aux loisirs ainsi que les services associés. Le commerce de vêtements et de chaussures, dits « de sport », est bien inclus dans ce domaine d'activité.

Le domaine d'activité inclut tout article et équipement accompagnant les loisirs sportifs ; il en est ainsi :

- des activités dites « de glisse » avec les pratiques sur eau (surf, ski nautique, kitesurf, planche à voile etc.), sur neige (ski, surf, etc.), sur air (parapente, deltaplane, parachute, etc.) ;

- des activités dites « de roulement » ou de mobilité active, avec les pratiques sur terre ou sur route (roller, skate, etc.) ;
- des activités de randonnée, de campement, de pêche, de chasse ou de tir sportif ;
- des activités de gymnastique, de musculation, de remise en forme et d'arts martiaux ;
- et de toute activité sportive collective ou individuelle, d'intérieur ou d'extérieur.

Les établissements soumis à cette convention, se trouvent généralement rattachés aux numéros de code APE de l'INSEE :

- 47.64, commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé ;
- 47.91B, vente à distance sur catalogue spécialisé (pour les seules entreprises dont l'activité principale est le commerce d'articles de sport et équipements de loisirs) ;
- 77.21, location et location-bail d'articles de loisirs et de sports ;
- 32.30, fabrication d'articles de sport (si non couverts par une convention collective étendue) ;
- 46.4, commerce de gros de biens domestiques (pour les seuls articles de sport non repris par ailleurs).

Le code APE n'a cependant qu'une valeur indicative, et seule compte l'activité principale réelle de l'entreprise ou de l'établissement.

La présente convention règle également pour l'ensemble du territoire national et y compris les départements d'outre-mer, ainsi que pour les salariés détachés hors du territoire national, les rapports entre les salariés et les employeurs, de toute entreprise ou de chacun de ses établissements dont l'activité principale est :

- le commerce et la location, sous toutes leurs formes, ainsi que l'entretien, l'aménagement et la réparation de véhicules de loisirs habitables -camping-cars, caravanes, résidences mobiles et habitations légères de loisirs- ainsi que les remorques, accessoires et matériels de plein air liés à la pratique du camping.

Les entreprises ou établissements soumis à cette convention, se trouvent généralement rattachés aux numéros de code APE de l'INSEE :

- 45.11Z, commerce de voitures et de véhicules automobiles légers ;
- 45.19Z, commerce d'autres véhicules automobiles ;
- 77.39Z, location et location-bail d'autres machines, équipements et biens matériels ;
- 45.20A, entretien et réparation de véhicules automobiles légers ;
- 45.20B, entretien et réparation d'autres véhicules automobiles,

seuls les véhicules de loisirs habitables – camping-cars, caravanes, résidences mobiles et habitations légères – étant visés par ces codes.

Le code APE n'a cependant qu'une valeur indicative, et seule compte l'activité principale réelle de l'entreprise ou de l'établissement. »

Article 2

La convention collective est désormais dénommée
« Convention collective nationale des entreprises de la filière sport-loisirs
(conception, fabrication, services et commerce des articles de sport et équipements de loisirs). »

Article 3

Conclu pour une durée indéterminée, le présent accord sera déposé auprès de la direction des relations du travail du ministère chargé du travail à l'expiration du délai d'opposition et au conseil de prud'hommes de Paris.

Les parties signataires ont convenu de demander l'extension du présent accord.

Il s'appliquera le lendemain de la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*. Dans l'attente de l'extension de cet accord, l'ancien champ d'application continue de s'appliquer.

Fait à Paris, le 6 novembre 2017.

(Suivent les signatures.)